

REPertoire DES TEXTES EN MATIERE DE TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

DIRECTORY OF LEGAL TEXTS RELATING TO LABOUR AND SOCIAL SECURITY

SOMMAIRE / VERSION FRANCAISE

- PREFACE
- I. DISPOSITIONS GENERALES
- II. DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ET DU DIALOGUE SOCIAL
 - A. DES SYNDICATS PROFESSIONNELS
 - B. DU CONTRAT DE TRAVAIL
 - C. DES CONDITIONS DE TRAVAIL
 - D. DES CONVENTIONS COLLECTIVES
 - E. DE LA REMUNERATION
 - F. DELEGUES DU PERSONNEL.
- III. DE LA SECURITE ET DE LA SANTE AU TRAVAIL
 - A. DE LA SECURITE AU TRAVAIL
 - B. DE LA SANTE AU TRAVAIL
- IV. DE LA SECURITE SOCIALE
 - A. TEXTES GENERAUX
 - B. PRESTATIONS FAMILIALES
 - C. PENSIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITE ET DE DECES
 - D. DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES
- V. DES ORGANISATIONS ET MOYENS D'EXECUTION
- VI. DES TEXTES TRANSVERSAUX

SOMMAIRE / VERSION ANGLAISE

- PREFACE
- I. GENERAL PROVISIONS
- II. INDUSTRIAL RELATIONS AND SOCIAL DIALOGUE
 - A. ADE UNIONS AND EMPLOYERS' ASSOCIATIONS
 - B. CONTRACT OF EMPLOYMENT
 - C. WORKING CONDITIONS
 - D. COLLECTIVE AGREEMENTS
 - E. WAGES AND REMUNERATIONS
 - F. STAFF REPRESENTATIVES.
- III. OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH
 - A. OCCUPATIONAL SAFETY
 - B. OCCUPATIONAL HEALTH
- IV. SOCIAL SECURITY
 - A. GENERAL TEXTS
 - B. FAMILY BENEFITS
 - C. OLD AGE, DISABILITY AND DEATH PENSIONS
 - D. OCCUPATIONAL ACCIDENTS AND DISEASES
 - E. ORGANISATIONS AND MEANS OF PERFORMANCES
 - F. CROSS-CUTTING TEXTS

REPERTOIRE DES TEXTES EN MATIERE DE TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PREFACE

[Retour au Sommaire](#) 

Dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), l'une des composantes décline la Gouvernance comme un axe fort. Dans ce cadre, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a instruit les chefs des départements ministériels en vue de se conformer au Programme National de Gouvernance.

Par ailleurs, la réforme de l'Administration Publique camerounaise, leitmotiv du gouvernement vise entre autres objectifs, l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du service public. Ceci devient un impératif pour toute Administration qui, en définitive doit trouver des solutions idoines aux multiples problèmes rencontrés au quotidien par les partenaires sociaux, les chercheurs, les enseignants, les étudiants et les agents publics. Ces objectifs peuvent être atteints à court ou à moyen terme si les acteurs et différents maillons de l'Administration Publique s'impliquent de manière efficace et active.

Or, il se dégage que bon nombre d'Administrations de manière générale et le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale en particulier ne répondent pas suffisamment à ces principes cardinaux. Les agents publics ne disposent pas d'informations fiables et, partant de textes juridiques, préalables à tout traitement de dossiers. Ce qui conduit inéluctablement à un traitement superficiel desdits dossiers et à des lenteurs y relatives. Ce qui est contraire à l'exigence de performance.

La modernisation de l'Administration Publique est un processus irréversible qui a de plus en plus du mal à s'accommoder des approximations. Celles-ci peuvent avoir des conséquences incalculables dans l'atteinte des résultats escomptés à savoir, la célérité dans le traitement des dossiers, la satisfaction des partenaires sociaux, des usagers, des étudiants, des chercheurs et enseignants.

Pour combler ces insuffisances, le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, dans ses missions régaliennes de promotion du travail décent entend mettre à la disposition des personnels dudit département ainsi que des usagers, un document physique et numérisé de textes en matière de travail et de sécurité sociale susceptible de les guider. Il s'agit de répondre aux insuffisances liées à la non maîtrise de la législation et de la réglementation en matière du travail et de la sécurité sociale. Car, ces textes sont peu connus des potentiels cibles. Toutes choses qui jusque-là ont favorisé l'instabilité des relations contractuelles et l'insécurité juridique dans le monde du travail.

La présente production faut-il espérer, facilitera le travail des agents publics et permettra aux partenaires sociaux et usagers de disposer d'un outil juridique fiable.

C'est là le défi de la modernisation de l'Administration Publique qui interpelle tout acteur, et que le Président de la République, S.E Paul BIYA, appelle de tous ses vœux.

Après les dispositions générales, le présent document sera organisé en cinq (05) centre d'intérêt à savoir :

- I. DISPOSITIONS GENERALES
- II. DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ET DU DIALOGUE SOCIAL ;
- III. DE LA SECURITE ET DE LA SANTE AU TRAVAIL ;
- IV. DE LA SECURITE SOCIALE ;
- V. DES ORGANISATIONS ET MOYENS D'EXECUTION ;
- VI. DES TEXTES TRANSVERSAUX.

I. DISPOSITIONS GENERALES

[Retour au Sommaire](#) 

1. Constitution du 18 janvier 1996.
2. Constitution de l'Organisation Internationale du Travail, 1919.
3. Loi n° 92/007 du 14 aout 1992 portant code du travail du Cameroun.
4. Loi n° 74/9 du 16 juillet 1974 instituant la médaille d'honneur du travail.
5. Décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.
6. Décret n°2012/558 du 26 novembre 2012 portant organisation du Ministère du travail et de la sécurité sociale.
7. Arrêté n°159/CAB/PM du 11 octobre 2010 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire National du Travail.
8. Arrêté n°21/MEPS du 23 décembre 1974 déterminant les formes dans lesquelles doit être sollicitée la Médaille d'Honneur du Travail au Cameroun.

II. DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ET DU DIALOGUE SOCIAL

[Retour au Sommaire](#) 

A. DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

9. C11 Convention sur le droit d'association (agriculture), 1921. (Ratifiée le 07/06/1960)
10. C87 Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. (Ratifiée le 07/06/1960)
11. C135 Convention concernant les représentants des travailleurs, 1971. (Ratifiée le 05/04/1965)
12. Décret n°72/610 du 03 novembre 1972 portant modalités de retenue à la source du check-off.
13. Décret n°93/574 du 15 juillet 1993 fixant la forme des syndicats professionnels admis à la procédure d'enregistrement et son annexe.
14. Décret n°93/576 du 15 juillet 1993 fixant la forme du certificat d'enregistrement.
15. Décret n°2013/0004/PM du 04 janvier 2013 modifiant et complétant l'annexe du décret n°93/574/PM du 15 juillet 1993 fixant la forme des syndicats professionnels admis à la procédure d'enregistrement.
16. Arrêté n°0017/MTPS/SG/CJ du 16 décembre 1972 fixant la portion des cotisations syndicales réservée aux œuvres sociales.
17. Lettre-circulaire n°008/MTPS/SIOP du 9 octobre 1995 relative aux demandes d'arrêté de représentativité.

B. DU CONTRAT DE TRAVAIL

18. C29 Convention sur le travail forcé, 1930. (Ratifiée le 07/06/1960)
19. C94 Convention sur les clauses de travail (contrats publics), 1949. (Ratifiée le 03/09/1962)
20. C111 Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. (Ratifiée le 13/05/1988)
21. C138 Convention sur l'âge minimum, 1973. (Ratifiée le 13/08/2001)
22. C158 Convention sur le licenciement, 1982. (Ratifiée le 13/05/1988)

23. C9 Convention sur le placement des marins, 1920. (Ratifiée le 25/05/1970)
24. C122 Convention sur la politique de l'emploi, 1964. (Ratifiée le 25/05/1970)
25. Loi n°97/12 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun.
26. Loi n° 68/LF/3 du 11 juin 1968 portant code de la nationalité camerounaise.
27. Loi N°2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes.
28. Décret n°69/DF/287 du 30 juillet 1969 relatif au contrat d'apprentissage.
29. Décret n°68/DF/253 du 10 juillet 1968 fixant les conditions générales d'emploi des domestiques et employés de maison.
30. Décret n°82/100 du 03 mars 1982 modifiant le décret n°78/484 du 9 novembre 1978 fixant les conditions communes applicables aux agents de l'État relevant du Code du Travail.
31. Décret n°90/1245 du 24 août 1990 fixant les conditions d'établissement des passeports de service des nationaux.
32. Décret n°93/570 du 15 juillet 1993 fixant les modalités de placement des travailleurs.
33. Décret n°93/571 du 15 juillet 1993 fixant les conditions d'emploi des travailleurs de nationalité étrangère pour certaines professions ou certains niveaux de qualification.
34. Décret n°75/29 du 10 janvier 1975 fixant les modalités d'application du régime des permissions exceptionnelles d'absences payées.
35. Décret n°93/572/PM du 15 juillet 1993 relatif aux entreprises de travail temporaire.
36. Décret n°93/575/PM du 15 juillet 1993 fixant les modalités d'établissement et de visa de certains contrats de travail.
37. Décret n°93/577 du 15 juillet 1993 fixant les conditions d'emploi des travailleurs temporaires, occasionnels et saisonniers.
38. Décret n°2000/286 du 12 octobre 2000 précisant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun.
39. Arrêté 017/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des enfants.
40. Arrêté 018/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des femmes.
41. Arrêté n°019/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 fixant la composition de la ration journalière de vivre fournie aux travailleurs et sa valeur de remboursement (déplacement-mutation).

42. Arrêté n°11/MTPS/DT du 28 avril 1971 relatif à la procédure de reclassement des travailleurs dans les catégories de classification professionnelle sectorielle.
43. Arrêté n°015/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 déterminant les conditions et la durée du préavis.
44. Arrêté n°017/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant la durée maximale et les modalités de l'engagement à l'essai.
45. Arrêté n°020/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant les modalités de déclaration d'établissement.
46. Arrêté 21/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant les modalités de licenciement pour motifs économiques.
47. Lettre-circulaire n°05/MTPS du 1^{er} août 1995 ayant pour objet les départs volontaires.

C. DES CONDITIONS DE TRAVAIL

48. C132 Convention sur les congés payés (révisée), 1970. (Ratifiée le 07/08/1973)
49. C146 Convention sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976. (Ratifiée le 13/06/1978)
50. C90 Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie, révisée), 1948. (Ratifiée le 25/05/1970)
51. Loi n°73/5 du 07 décembre 1973 fixant le régime des fêtes légales au Cameroun.
52. Loi n°76/8 du 8 juillet 1976 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°73/5 du 7 décembre 1973 fixant le régime des fêtes légales en République Unie du Cameroun.
53. Décret n°75/DF/29 du 10 janvier 1975 fixant le régime des permissions exceptionnelles d'absence pour événements familiaux.
54. Décret n°95/677/PM du 18 décembre 1995 relatif aux dérogations à la durée légale de travail.
55. Arrête n°007/MTLS/DEGRE du 17 juin 1968 relatif aux modalités de communication, de dépôt et d'affichage du règlement intérieur.
56. Décret n°75/28 du 10 janvier 1975 portant modalités d'application du régime des congés payés.
57. Arrêté 14/MTPS/DEGRE du 12 juin 1968 fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire.

58. Arrêté 22/MTPS/DEGRE du 27 mai 1969 déterminant les modalités d'application du repos hebdomadaire.
59. Circulaire n°004/MTPS/DT/CT du 18 avril 1984 sur le calcul du congé payé en cas d'absence du travailleur au cours de la période de référence.
60. Circulaire n°89/MTPS/DT/SEC du 22 décembre 1973 expliquant les conditions de rémunération et de chômage pendant les fêtes légales en République Unie du Cameroun.

D. DES CONVENTIONS COLLECTIVES

61. C98 Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. (Ratifiée le 03/09/1962)
62. Décret n°93/578/PM du 15 juillet 1993 fixant les conditions de fond et de forme applicables aux conventions collectives de travail.

E. DE LA REMUNERATION

63. C26 Convention sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928. (Ratifiée le 07/06/1960)
64. C95 Convention sur la protection du salaire, 1949. (Ratifiée le 07/06/1960)
65. C99 Convention sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951. (Ratifiée le 25/05/1970)
66. C100 Convention sur l'égalité de rémunération, 1951. (Ratifiée le 25/05/1970)
67. C131 Convention sur la fixation des salaires minima, 1970. (Ratifiée le 06/07/1973)
68. Décret n°69/DF/289 du 30 juillet 1969 relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenus sur salaire, modifié par le décret n°94/197/PM du 09 mai 1994.
69. Décret n°74/126 du 26 février 1974 déterminant les catégories professionnelles des maitres et professeurs de l'enseignement privé et fixant les taux des salaires minima afférents à ces catégories.
70. Décret n°78/545-546-547 du 28 décembre 1978 fixant les modalités et la base de calcul de l'indemnité journalière et des rentes.
71. Décret n°85/1091 du 02 août 1985 revalorisant le salaire minimum des domestiques et employés de maison.
72. Décret n°85/1094 du 02 août 1985 revalorisant les salaires des maitres et professeurs de l'enseignement privé.

73. Décret n°93/573/PM du 15 juillet 1993 fixant les modalités de prise en charge des frais de voyage et transport du travailleur déplacé.
74. Décret n°94/197/PM du 09 mai 1994 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°69/DF/289 du 30 juillet 1969 relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenus sur salaire.
75. Décret n°2014/253 du 07 juillet 2014 portant revalorisation de la rémunération mensuelle de base des personnels civils et militaires.
76. Décret n°2014/2217/PM du 24 juillet 2014 portant revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG).
77. Arrêté n°016/MTPS/DEGRE/SEJS du 15 juillet 1968 relatif aux pièces justificatives du paiement du salaire.
78. Arrêté n°10 du 02 avril 1971 rendant exécutoire une décision de la commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires (prime d'ancienneté).
79. Arrêté n°017/MTPS/DT du 02 août 1985 rendant exécutoire une décision paritaire de conventions collectives et des salaires (salaire minimum catégoriel employés de maison).
80. Arrêté n°16/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant les modalités d'attribution et de calcul de l'indemnité de licenciement.
81. Arrêté n°018/MTPS/DT du 26 mai 1993 fixant les conditions auxquelles doit répondre le logement fourni aux travailleurs, le taux minimum et les modalités d'attribution de l'indemnité compensatrice de logement.
82. Arrêté n°001/CAB/MTPS du 14 février 1995 fixant les taux d'indemnisation pendant la période de suspension de contrat de travail pour cause de chômage technique.
83. Circulaire n°02/MTPS/DT/SRP du 14 mars 1995 relative au champ d'application et à l'incidence du SMIG sur la fixation des salaires catégoriels.

F. DELEGUES DU PERSONNEL.

84. Arrêté n°019/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant les modalités des élections et les conditions d'exercice des fonctions de délégué du personnel.
85. Arrêté n°0116/MINTSS/SG/CJ du 26 mai 1993 modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté n°019/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 fixant les modalités des élections et les conditions d'exercice des fonctions de délégué du personnel.
86. Décision n°0198/MINTSS/SG/DRP/SDRT du 08 octobre 2013 fixant la date du déroulement des élections des délégués du personnel.

87. Lettre circulaire n°010/MINTSS/SG/DRP/SDRT du 08 octobre 2013 relative aux élections sociales.

III. DE LA SECURITE ET DE LA SANTE AU TRAVAIL

[Retour au Sommaire](#) 

A. DE LA SECURITE AU TRAVAIL

88. C33 Convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932. (Ratifiée le 07/06/1960)
89. C45 Convention des travaux souterrains (femmes), 1935. (Ratifiée le 03/09/1962)
90. C77 Convention sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946. (Ratifiée le 25/05/1970)
91. C78 Convention sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946. (Ratifiée le 25/05/1970)
92. C89 Convention sur le travail de nuit (femmes, révisée), 1948. (Ratifiée le 25/05/1970)
93. C97 Convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949. (Ratifiée le 03/09/1962)
94. C105 Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957. (Ratifiée le 03/09/1962)
95. C143 Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975. (Ratifiée le 04/07/1978)
96. C162 Convention sur l'amiante, 1986. (Ratifiée le 20/02/1989)
97. C182 Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999. (Ratifiée le 05/06/2002)
98. Arrêté n°039/MTPS/IMT du 26 novembre 1984 fixant les conditions générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.

B. DE LA SANTE AU TRAVAIL

99. C6 Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919. (Ratifiée le 07/06/1960)
100. C10 Convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921. (Ratifiée le 25/05/1970)
101. C13 Convention sur la céruse (peinture), 1921. (Ratifiée le 07/06/1960)

102. C16 Convention sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921. (Ratifiée le 03/09/1962)
103. Loi n°80/06 du 14 juillet 1980 portant réglementation de l'exercice de la profession de médecin.
104. Décret n°79/096 du 21 mars 1979 fixant les modalités d'exercice de la médecine du travail.
105. Arrêté n°16/MTLS/DEGRE du 27 mai 1969 fixant la nature des travaux interdits aux femmes et aux enfants.
106. Arrêté conjoint n°25/MTPS et 042/MSP du 11 octobre 1979 fixant la rémunération du Médecin du Travail employé à temps partiel.
107. Arrêté n°015/MTPS/IMT du 15 octobre 1979 portant organisation et fonctionnement des services médicaux du travail.
108. Arrêté n° 055/MINTSS/SG/DSST du 06 octobre 2009 fixant la liste des tableaux des maladies professionnelles indemnifiables, les délais pendant lesquels l'assureur et l'employeur demeurent responsables et ainsi que les travaux susceptibles de les provoquer.
109. Lettre circulaire n°02065/MTPS du 13 mai 1980 ayant pour objet l'exercice de la médecine du travail.

IV. DE LA SECURITE SOCIALE

[Retour au Sommaire](#) 

A. TEXTES GENERAUX

110. C3 Convention sur la protection de la maternité, 1919. (Ratifiée le 07/06/1960)
111. C14 Convention sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921. (Ratifiée le 07/06/1960)
112. C19 Convention sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925. (Ratifiée le 03/09/1962)
113. C108 Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958. (Ratifiée le 29/11/1982)
114. Loi de 1967/LF/7 du 12 juin 1967 instituant un code de prestations familiales.

115. Ordonnance n°73/17 du 22 mai 1973 portant organisation de la Prévoyance Sociale.
116. Loi n° 84/06 du 04 Juillet 1984 modifiant l'ordonnance n°73/17 du 22 mai 1973 portant organisation de la Sécurité Sociale.
117. Loi n° 2001/017 du 18 décembre 2001 Portant réaménagement des Procédures de recouvrement des cotisations sociales.
118. Décret n°74/26 du 11 janvier 1974 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de l'ordonnance n°73 /17 du 22 mai 1973 portant organisation de la prévoyance sociale.
119. Décret n°75/607 du 1^{er} septembre 1975 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la CNPS.
120. Décret n°90/1198 du 03 août 1990 fixant le taux de l'assiette des cotisations dues à la CNPS pour les branches de prestations familiales et l'assurance pension vieillesse, invalidité et décès.
121. Décret N° 99/223/PM du 30 Septembre 1999 modifiant certaines dispositions du décret n° 74/26 du 11 janvier 1974 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de l'Ordonnance n° 73/17 du 22 mai 1973 portant Organisation de la Prévoyance Sociale.
122. Arrêté conjoint n°11/MINFI/MTLS/DPS du 19 mai 1970 fixant les modalités d'application de la franchise postale accordée à la CNPS.
123. Arrêté n°153/CAB/PR du 25 septembre 1972 portant institution du mandat de prévoyance sociale au Cameroun.
124. Arrêté conjoint n°003/MTPS/DPS et MINFI du 1^{er} mars 1974 fixant les conditions de déduction des frais professionnels de l'assiette des cotisations dues à la CNPS.
125. Arrêté conjoint METPS/MINEFI N° 035 du 12 Juillet 2002 fixant les modalités d'application de la loi n°2001/017 du 18 décembre 2001 portant réaménagement des procédures de recouvrement des cotisations sociales.
126. Arrêté conjoint METPS/MINEFI N° 49 du 11 octobre 2002 modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté n° 035/METPS/MINEFI du 12 Juillet 2002 fixant les modalités d'application de la loi N° 2001/017 du 18 décembre 2001 portant réaménagement des procédures de recouvrement des cotisations sociales.
127. Instruction conjointe n° 01/02/DG-CNPS/DI du 11 Septembre 2002 précisant les modalités pratiques d'application de l'Arrêté conjoint n° 035/METPS/MINEFI du 12 Juillet 2002.

B. PRESTATIONS FAMILIALES

128. Loi n°67/LF/7 du 12 juin 1967 instituant un code des prestations familiales.
129. Décret n°85/1096 du 02 août 1985 fixant le montant des allocations familiales.

130. Arrêté n°007/MTLS/DPS du 14 avril 1970 fixant les conditions et les modalités de paiement des prestations familiales prévues par la loi n°67/LF/7 du 12 juin 1967.
131. Arrêté n°17/METPS/APS du 20 novembre 1973 modifiant l'article 25 de l'arrêté n°007/MTLS/DPS du 14 avril 1970.

C. PENSIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITE ET DE DECES

132. Loi n° 84/07 du 04 juillet 1984 Modifiant la loi n° 69/LF/18 du 10 Novembre 1969 instituant un régime d'assurance pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès.
133. Décret n°74/723 du 12 août 1974 fixant le taux de cotisations dues à la CNPS pour les branches des prestations familiales et de l'assurance pensions de vieillesse, invalidité et de décès.
134. Décret n°74/733 du 19 août 1974 fixant les modalités d'application de loi n°69/LF/18 du 10 novembre 1969 instituant un régime d'assurance pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès.
135. Décret N° 74/759 du 26 Août 1974 Portant organisation des Pensions Civiles.
136. Décret n°92/220 du 08 mai 1992 fixant les modalités de transfert à l'État de la gestion du régime d'assurance de pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès des agents de l'État relevant du Code du Travail.
137. Décret n°92/221 du 08 mai 1992 fixant l'âge d'admission à la retraite des personnels de l'État relevant du code du travail.
138. Décret n°93/333/PM du 16 Avril 1993 modifiant certaines dispositions du décret n° 92/220/PM du 08 Mai 1992 fixant les modalités de transfert à l'État de la gestion du régime d'Assurance de pension de vieillesse, d'invalidité et du décès des agents de l'État relevant du Code du Travail.
139. Décret n°93/334/PM du 16 avril 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°92/221 du 08 mai 1992 fixant l'âge d'admission à la retraite des personnels de l'État relevant du Code du Travail.
140. Décret n°2014/2377/PM du 13 aout 2014 fixant les conditions et les modalités de prise en charge des assurés volontaires au régime d'assurance pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès.
141. Arrêté n° 002352/CAB/MFPRA du 24 mai 1993 fixant les modalités d'attribution et de liquidation des Prestations d'assurance pension de vieillesse, d'invalidité de décès des agents de l'État relevant du Code du Travail.
142. Circulaire n°D1/37/MFP/SDPNF/SPD-AFR relative à la mise à la retraite des Personnels décisionnaires et auxiliaires.

D. DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

143. C106 Convention sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957. (Ratifiée le 13/05/1988)
144. C123 Convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965. (Ratifiée le 06/11/1970)
145. Loi n°68/LF/18 du 18 novembre 1968 portant organisation de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
146. Loi n°77/11 du 13 juillet 1977 portant réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.
147. Loi n° 77/11 du 13 Juillet 1977 Portant réparation et prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles.
148. Décret n°69/DF/179 du 14 mai 1969 fixant les modalités d'application de la Loi n°68/LF/18 du 18 novembre 1968 portant organisation de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
149. Décret n°76/321 du 02 août 1976 confiant la gestion des risques professionnels à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale sur toute l'étendue de la République du Cameroun.
150. Décret n°78/283 du 10 juillet 1978 fixant les taux de cotisation pour la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles.
151. Décret n°78/480 du 08 novembre 1978 fixant les modalités et la procédure de contrôle médical et d'expertises médicales.
152. Décret n°78/545 du 28 décembre 1978 fixant les modalités et la base de calcul de l'indemnité journalière et des rentes.
153. Décret n°78/546 du 28 décembre 1978 fixant les modalités de déclaration et la procédure d'enquête en matière d'accident du travail ou de maladies professionnelles.
154. Décret n°78/547 du 28 décembre 1978 fixant les modalités de prise en charge des prestations en nature aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.
155. Décret n°84/216 du 30 avril 1984 fixant les conditions de rachat de la rente d'incapacité partielle.
156. Décret n°84/1541 du 1^{er} décembre 1984 et son annexe fixant les taux d'incapacité permanente partielle ou totale du travail.

V. DES ORGANISATIONS ET MOYENS D'EXECUTION

[Retour au Sommaire](#) 

157. C81 Convention sur l'inspection du travail, 1947. (Ratifiée le 03/09/1962)
158. Décret n°75/772 du 18 décembre 1975 portant statut particulier du corps des fonctionnaires du Travail et de la Prévoyance sociale.
159. Décret n°93/210 du 03 mars 1993 portant organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de Santé et de Sécurité au Travail (CNSST).
160. Décret n°93/084/PM du 26 janvier 1993 fixant l'organisation et le fonctionnement de la Commission Nationale Consultative du Travail.
161. Arrêté n°13 MTLs/DEGRE du 18 juin 1968 relatif au registre d'employeur.
162. Arrêté conjoint n°21 du 24 août 1968 fixant le montant des indemnités de séjour et de déplacement à allouer aux assesseurs des juridictions sociales.
163. Arrêté 050/MINTSS/CAB du 06 octobre 2009 fixant les modalités de convocation et la comparution des parties devant l'Inspection du Travail.
164. Arrêté n°067/CAB/PM du 14 juillet 2014 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de concertation et de suivi du Climat Social.
165. Lettre circulaire n°6/METPS/DT/SRP du 17 avril 1989 relative au pouvoir de négociation des Inspecteurs du travail.
166. Lettre circulaire n°13/METPS/CJ du 23 juin 1989 relative aux différends opposant les organismes de détachement aux fonctionnaires au terme de leur détachement.
167. Lettre circulaire n°14/METPS/CJ du 23 juin 1989 relative à l'établissement et au contenu des procès-verbaux.
168. Lettre circulaire n°16/METPS/DT/SIOP du 8 juin 1990 relative aux dossiers d'enquête pour l'autorisation de licenciement des délégués du personnel.
169. Lettre circulaire n°005/METPS/IG du 05 septembre 1996 relative à la répartition du travail entre les Délégations Régionales et les Délégations Départementales du Travail et de la Sécurité Sociale.
170. Lettre circulaire n°006/METPS/IG du 05 septembre 1996 relative aux rapports d'enquête des Inspecteurs du travail.

VI. DES TEXTES TRANSVERSAUX

[Retour au Sommaire](#) 

171. Loi n°90/013 du 10 août 1990 portant protection phytosanitaire.
172. Loi n°96/12 du 02 août 1996 portant gestion de l'environnement.
173. Décret n°76/372 du 2 septembre 1976 sur les établissements classés dangereux, insalubres et incommodes.
174. Décret n°2000/692/PM du 13 septembre 2000 fixant les modalités d'exercice du droit à la santé du fonctionnaire.
175. Décret n°2011/2581/PM du 23 août 2011 portant réglementation des substances chimiques nocives et/ou dangereuses.
176. Décret n°2011/2582/PM du 23 août 2011 fixant les modalités de protection de l'atmosphère au Cameroun.
177. Décret n°2011/2585/PM du 23 août 2011 fixant la liste des substances nocives ou dangereuses et le régime de leur rejet dans les eaux continentales.
178. Décret n°2011/2583/PM du 23 août 2011 fixant la réglementation des nuisances sonores et olfactives.
179. Décret n°2011/2584/PM du 23 août 2011 fixant le régime de protection des sols et du sous-sol.

DIRECTORY OF LEGAL TEXTS RELATING TO LABOUR AND SOCIAL SECURITY

PREFACE

[Back to Summary](#) 

Governance is presented as one of the major tracks in the Growth and Employment Strategy Paper (GESP). In this guideline, the Prime Minister, Head of Government instructed Ministers to comply with the National Governance Programme.

Moreover, the reform of Cameroon's Public Administration, Government's leitmotiv aims, among other objectives, at improving the legal and institutional framework of the Public Service. This becomes an imperative for every Administration which, ultimately, has to determine appropriate solutions to numerous problems faced on a daily basis by social partners, scholars, teachers, students and public agents. These objectives may be achieved in the short or medium terms provided that players and various components in the Public Administration efficiently and actively feel involved.

Yet, it is clear that many Administrations in general and the Ministry of Labour and Social Security in particular do not adequately meet these core principles. Public officials do not have at their disposal reliable information and, above all, legal texts, prerequisites to any file processing. This undoubtedly leads to a cursory and hasty processing of such files and delays related thereto. This state of things therefore obstructs the performance requirement.

The modernisation of the Public Administration which is on an irreversible move cannot any longer cope with approximations. These outmoded practices may lead to countless drawbacks in the attainment of expected results which are, among others: the celerity in file processing, the satisfaction of social partners, public service users, students, scholars, teachers and lecturers.

To fill these gaps, the Ministry of Labour and Social Security, in its sovereign mission of promoting Decent Work intends to put at the disposal of its personnel and other users as well, appropriate resources both in hard and digitised copies made up of texts on Labour and Social Security likely to guide them. This is mainly about addressing these inadequacies related to the poor mastery of laws and regulations on Labour and Social Security. For, potential targets are not acquainted with these working tools. All these factors have so far fostered the instability of contractual relations and the legal uncertainty prevailing within the work world.

The present output, hopefully, will facilitate the work of State agents and enable social partners and users to have henceforth, at their disposal a reliable legal instrument.

The challenge is therefore to realise the modernisation of the Public Administration which remains a concern for all actors, and which the Head of State, President Paul BIYA, is vigorously calling for.

After the general provisions, this document shall be presented in five (05) key themes, including:

- I. GENERAL PROVISIONS
- II. INDUSTRIAL RELATIONS AND SOCIAL DIALOGUE;
- III. OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH;
- IV. SOCIAL SECURITY;
- V. ORGANISATIONS AND MEANS OF PERFORMANCES;
- VI. CROSS-CUTTING TEXTS

I. GENERAL PROVISIONS

[Back to Summary](#)



1. Constitution of the 18 January 1996.
2. The Constitution of the International Labour Organisation, 1919.
3. Law No.92/007 of 14 August 1992 on Cameroon's Labour Code.
4. Law No. 74/9 of 16 July 1974 establishing the Labour Honour Medal.
5. Decree No.2011/408 of 09 December 2011 to organise the Government.
6. Decree No. 2012/558 of 26 November 2012 to organise the Ministry of Labour and Social Security.
7. Order No.159/CAB/PM of 11 October 2012 relative to the creation, the organisation and the functioning of the National Labour Observatory.
8. Order No.21/MEPS of 23 December 1974 establishing forms by which the Labour Medal applies in Cameroon.

II. INDUSTRIAL RELATIONS AND SOCIAL DIALOGUE

[Back to Summary](#)



A. ADE UNIONS AND EMPLOYERS' ASSOCIATIONS

9. C11 Convention No. 11 on Right of Association (Agriculture), 1921. (Ratified on 07 June 1960)
10. C87 Convention on Freedom of Association and Protection of the Right to Organize, 1948. (Ratified on 07 June 1960)
11. C135 Workers' Representatives Convention, 1971. (Ratified on 05 April 1965)
12. Decree No.72/610 of 03 November 1972 on check-off withholding procedures.
13. Decree No. 93/574 of 15 July 1993 establishing the form of trade unions to which the registration procedure applies and its appendix.
14. Decree No.93/576 of 15 July 1993 establishing the form of the certificate of registration.
15. Decree No.2013/0004/PM of 04 January 2013 amending and supplementing the appendix of Decree No.93/574/PM of 15 July 1993 establishing the form of trade unions to which the registration procedure applies.
16. Order No.0017/MTPS/SG/CJ of 16 December 1972 establishing the portion of union dues reserved to social agencies.
17. Circular Letter No.008/MTPS/SIOP of 9 October 1995 relative to applications for representativeness Orders.

B. CONTRACT OF EMPLOYMENT

18. C29 Forced Labour Convention, 1930. (Ratified on the 07 June 1960)
19. C94 Labour Clauses Convention (Public Contracts), 1949, (Ratified on the 03 September 1962)
20. C111 Convention 111 Concerning Discrimination (Employment and occupation), 1958. (Ratified on the 13 May 1988)
21. C138 Minimum Age Convention, 1973. (Ratified on the 13 August 2001)

22. C158 Termination of Employment Convention, 1982. (Ratified on the 13 May 1988)
23. C9 Convention on the Law of the Sea, 1920. (Ratified on the 25 May 1970)
24. C122 Employment Policy Convention, 1964. (Ratified on the 25 May 1970)
25. Law No. 97/12 of 10 January 1997 to lay down the conditions for entry, stay and exit of foreigners in Cameroon.
26. Law No. 68/LF/3 of 11 June 1968 on the Cameroonian nationality Code.
27. Law No. 2011/024 of 14 December 2011 on the fight against human trafficking and trading.
28. Decree No.69/DF/287 of 30 July 1969 relative to the contract of apprenticeship.
29. Decree No. 68 /DF /253 of 10 July 1968 laying down the terms and conditions of employment of domestic servants and staff.
30. Decree No. 82/100 of 3 March 1982 amending Decree No. 78/484 of 9 November 1978 laying down common terms and conditions applicable to State agents under the Labour Code.
31. Decree No. 90/1245 of 24 August 1990 laying down the conditions for the establishment of service passports for nationals.
32. Decree No.93/570 of 15 July 1993 establishing procedures for the placement of workers.
33. Decree No. 93/571 of 15 July 1993 laying down the conditions of employment of workers of foreign nationality at certain occupations or certain skill levels.
34. Decree No. 75/29 of 10 January 1975 laying down detailed rules for implementing the plan of paid special leaves.
35. Decree No. 93/572/PM of 15 July 1993 relative to temporary work businesses.
36. Decree No. 93/575 / PM of 15 July 1993 laying down the procedures for the establishment and visa of certain contracts of employment.
37. Decree No. 93/577 of 15 July 1993 laying down the conditions of employment of temporary, casual and seasonal workers.
38. Decree No.2000/286 of 12.October specifying the conditions of entry, stay and exit of foreigners in Cameroon.

39. Order 017/MTLS/DEGRE of 27 May 1969 relative to child labour.
40. Order 018/MTLS/DEGRE of 27 May 1969 relative to women's work.
41. Order No.019/MTLS/DEGRE of 27 May 1969 establishing the composition of the feed beer served to workers and its redemption value.
42. Order No.11/MTPS/DT of 28 April 1971 on the procedure for reclassification of workers in the categories of sectoral professional classification.
43. Order No 015 / MTPS / SG / CJ of 26 May 1993 determining the conditions and the period of notice.
44. Order No.017/MTPS/SG/CJ of 26 May fixing the maximum duration and conditions of the probationary period.
45. Order No.020/MTPS/SG/CJ of 26 May 1993 laying down rules for declaration of establishment.
46. Order No. 21 / MTPS / SG / CJ of 26 May 1993 laying down rules for dismissals for economic reasons.
47. Circular letter No.05/MTPS of 1st August 1995 on voluntary termination of employment.

C. WORKING CONDITIONS

48. C132 C132 Holidays with pay Convention (revised), 1970. (Ratified on 07/08/1973)
49. C146 Seafarers' Annual Leave with Pay Convention, 1976. (Ratified on 13/06/1978)
50. C90 Night Work of Young Persons (Industry) Convention (revised), 1948 (Ratified on the 25/05/1970)
51. Law No. 73/5 of 7 December 1973 laying down rules of statutory holidays.
52. Law No. 76/8 of 8 July 1976 amending and supplementing certain provisions of Law No. 73/5 of 7 December 1973 establishing the system of public holidays in the United Republic of Cameroon.
53. Decree No. 75 / DF / 29 of 10 January 1975 laying down rules on special leave of absence for family events.

54. Decree No. 95/677 / PM of 18 December 1995 relating to exceptions to the statutory working time.
55. Order No. 007 / MTLs / DEGRE of 17 June 1968 laying down conditions for communication, deposit and displaying of general by-laws.
56. Decree No.75/28 of 10 January laying down detailed rules to implement the system of paid leaves.
57. Order 14 / MTPS / DEGRE of 12 June 1968 laying down detailed rules for the implementation of weekly rest.
58. Order 22 / MTPS / DEGRE of 27.May 1969 to lay down detailed rules for the implementation of weekly rest.
59. Circular No 004 / MTPS / DT / CT of 18 April 1984 on the calculation of paid leave in the event of absence from work during the reference period.
60. Circular No. 89 / MTPS / DT / SEC of 22 December 1973 explaining the pay and unemployment conditions during the public holidays in the United Republic of Cameroon.

D. COLLECTIVE AGREEMENTS

61. C98 Convention No. 98 on the right to organize and collective bargaining, 1949. (Ratified on 03/09/1962)
62. Decree No. 93/578 / PM of 15 July 1993 laying down substantive and formal conditions applicable to labour collective agreements.

E. WAGES AND REMUNERATIONS

63. C26 Minimum Wage-Fixing Convention, 1928. (Ratified on 07/06/1960)
64. C95 Protection of Wages Convention, 1949. (Ratified on 07/06/1960)
65. C99 Minimum Wage-Fixing (Agriculture) Convention, 1951. (Ratified on 25/05/1970)
66. C100 Equal Remuneration Convention, 1951. (Ratified on 25/05/1970)
67. C131 Minimum Wage Fixing Convention, 1970. (Ratified on 06/07/1973)
68. Decree No. 69 / DF / 289 of 30 July 1969 on wage garnishments, assignments and deductions, as amended by Decree No. 94/197 / PM of 09 May 1994.

69. Decree No. 74/126 of 26 February 1974 determining the occupational categories of primary and secondary private school teachers and fixing the minimum wage rates related to these categories.
70. Decree No 78 / 545-546-547 of 28 December 1978 laying down the procedures and basis of calculation of the daily allowance and annuities.
71. Decree No. 85/1091 of 2 August 1985 revaluing the minimum wage of house workers and domestic servants.
72. Decree No. 85/1094 of 2 August 1985 revaluing the salaries of private primary and secondary school teachers.
73. Decree No. 93/573 / PM of 15 July 1993 laying down the procedures for the payment of travel and transport expenses of the displaced worker.
74. Decree No. 94/197 / PM of 09 May 1994 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 69 / DF / 289 of 30 July 1969 on wage garnishments, assignments and deductions.
75. Decree n ° 2014/253 of 7 July 2014 revaluing the basic monthly pay of civilian and military personnel.
76. Decree No. 2014/2217 / PM of 24 July 2014 revaluing the Guaranteed Inter-occupational Minimum Wage (SMIG).
77. Order No 016 / MTPS / DEGRE / SEJS of 15 July 1968 on the supporting documents of the salary payment.
78. Decree No. 10 of 2 April 1971 rendering enforceable a decision of the National Joint Committee on collective agreements and wages (seniority incentive)
79. Decree No 017 / MTPS / DT of 2 August 1985 making enforceable a decision of the National joint Committee of collective agreements and wages (categorical minimum wage of domestic workers).
80. Order No. 16 / MTPS / SG / CJ of 26 May 1993 laying down the procedures for the allocation and calculation of the severance pay.
81. Decree No 018 / MTPS / DT of 26 May 1993 laying down the conditions to be met by the housing provided to workers, the minimum rate and conditions for the granting of the lodging compensation allowance.

82. Decree No. 001 / CAB / MLSP of 14 February 1995 fixing the rate of compensation during the period of suspension of contract of employment due to economic reasons.
83. Circular No. 02 / MTPS / DT / SRP of 14 March 1995 on the scope and impact of the minimum wage on wage category fixing.

F. STAFF REPRESENTATIVES.

84. Order No.019/MTPS/SG/CJ of 26 May 1993 establishing election procedures and conditions for the exercise of the functions of staff representatives.
85. Order No 0116/MINTSS/SG/CJ of 26 May 1993 amending and supplementing provisions of Order No.019/MTPS/SG/CJ of 26 May1993 establishing election procedures and conditions for the exercise of the functions of staff representatives.
86. Decision No 0198 / MINTSS / SG / DRP / SDRT of 8 October 2013 fixing the date of the election of Staff representatives.
87. Circular Letter No. 010 / MINTSS / SG / DRP / SDRT of 8 October 2013 on the election of Staff representatives.

I. OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH

[Back to Summary](#) 

A. OCCUPATIONAL SAFETY

88. C33 Minimum Age (Non-Industrial Employment) Convention, 1932. (Ratified on 07/06/1960)
89. C45 Underground Work (Women) Convention, 1935. (Ratified on 03/09/1962)
90. C77 Medical Examination of Young Persons (Industry) Convention, 1946. (Ratified on 25/05/1970)
91. C78 Medical Examination of Young Persons (in non Industrial occupations) Convention, 1946. (Ratified on 25/05/1970)

92. C89 Convention on Night Work of Women Employed in Industry (revised), 1948 (Ratified on the 25/05/1970)
93. C97 Migrant Workers Convention (revised), 1949. (Ratified on 03/09/62)
94. C105 Abolition of Forced Labour Convention, 1957. (Ratified on 03/09/1962)
95. C143 Migrant Workers Convention (Supplementary Provisions), 1975. (Ratified on 04/07/78)
96. C162 Asbestos Convention, 1986. (Ratified on 20/02/1989)
97. C182 Convention on the Worst Forms of Child Labour, 1999. (Ratified on 05/06/2002)
98. Order No. 39 / MTPS / IMT of 26 November 1984 laying down general measures of occupational health and safety in workplaces.

B. OCCUPATIONAL HEALTH

99. C6 Night Work of Young Persons (Industry) Convention, 1919 (Ratified on the 07/06/60)
100. C10 Minimum Age (Agriculture) Convention, 1921. (Ratified on the 25/05/70)
101. C13 White Lead (Painting) Convention, 1921. (Ratified on 07/06/1960)
102. C16 Medical Examination of Young Persons (Sea) Convention, 1921. (Ratified on 03/09/1962)
103. Law No. 80/ 06 of 14 July 1980 regulating the exercise of the medical profession.
104. Decree No. 79/ 096 of 21 March 1979 laying down the procedures for the exercise of occupational medicine.
105. Order No. 16 / MTLs / DEGRE of 27 May 1969 establishing the nature of work forbidden to women and children.
106. Joint Order No 25/MTPS and 042/ MSP of 11 October 1979 fixing the remuneration of the Occupational Physician working on a part-time basis.
107. Order No 015 / MTPS / IMT of 15 October 1979 laying down rules for the organisation and functioning of occupational medical services.
108. Order No. 055 / MINTSS / SG / DSST 06 October 2009 establishing the list of categories of compensable occupational diseases, the time during which the insurer and the employer remain responsible and the works likely to cause them.

109. Circular Letter No. 02065 / MTPS of 13 May 1980 relating to the exercise of occupational medicine.

II. SOCIAL SECURITY

[Back to Summary](#) 

A. GENERAL TEXTS

110. C3 Maternity Protection Convention, 1919. (Ratified on 07/06/1960)

111. C14 Weekly Rest (Industry) Convention, 1921. (Ratified on 07/06/1960)

112. C19 Convention concerning Equality of Treatment for National and Foreign Workers as regards Workmen's Compensation for Accidents, 1925, (Ratified on 03/09/1962)

113. C108 Seafarers' Identity Documents Convention, 1958. (Ratified on 29/11/1982)

114. Law of 1967 / LF / 7 of 12 June 1967 establishing a code for family benefits.

115. Ordinance No. 73/17 of 22 May 1973 to organise Social Security.

116. Law No. 84/06 of 04 July 1984 amending Order No. 73/17 of 22 May 1973 organising the Social Security.

117. Law No. 2001/017 of 18 December 2001 to redevelop collection procedures of social contributions.

118. Decree No. 74/26 of 11 January 1974 laying down detailed rules to implement certain provisions of Ordinance No. 73/17 of 22 May 1973 organising social security.

119. Decree No.75/607 of 1st September 1975 to lay down rules relating to financial and accounting transactions of the NSIF.

120. Decree No. 90/1198 03 August 1990 fixing the rate of the contribution base due to NSIF for the family allowances and old-age, disability and death pensions

121. Decree No. 99/223 / PM of 30 September 1999 amending certain provisions of Decree No. 74/26 of 11 January 1974 laying down detailed rules for the implementation of certain provisions of Order No. 73/17 of 22 May 1973 organising Social Security.

122. Joint Decree No. 11 / MINFI / MTLN / DPS of 19 May 1970 laying down detailed rules of the postage free applicable to NSIF.
123. Order No. 153 / CAB / PR of 25 September 1972 on the establishment of the mandate of Social Security in Cameroon.
124. Joint Order No 003 / METPS / DPS and MINFI of 1st March 1974 laying down the conditions to deduct business expense from the contribution base due to the NSIF.
125. Joint Order METPS / MINEFI No. 035 of 12 July 2002 laying down detailed rules for the application of Law No. 2001/ 017 of 18 December 2001 reorganising procedures for the collection social security contributions.
126. Joint Order METPS / MINEFI No. 49 of 11 October 2002 amending and supplementing certain provisions of Order No. 035 / METPS / MINEFI of 12 July 2002 laying down detailed rules for the application of Law No. 2001/017 of 18 December 2001 reorganising procedures for the collection of social security contributions.
127. Joint Instruction No. 01/ 02 / DG- CNPS / DI of 11 September 2002 setting out the practical arrangements for the application of the Joint Order No. 035 / METPS / MINEFI of 12 July 2002.

B. FAMILY BENEFITS

128. Law No.67/LF/7 of 12 June 1967 establishing a code for family benefits.
129. Decree No. 85/1096 of 2 August 1985 fixing the amount of family allowances.
130. Order No. 007 / MTLN / DPS of 14 April 1970 laying down the conditions and terms of payment of family benefits provided for by Law No. 67 / LF / 7 of 12 June 1967.
131. Order No.17/METPS/APS of 20 November 1973 amending Section 25 of Order No.007/MTLN/DPS of 14 April 1970.

C. OLD AGE, DISABILITY AND DEATH PENSIONS

132. Law No. 84/07 of 04 July 4 1984 amending Law No. 69 / LF / 18 of 10 November 1969 establishing a plan of old age, disability and death pensions.
133. Decree No. 74/723 of 12 August 1974 fixing the rate of the contribution base due to NSIF for the family allowances and old-age, disability and death pensions.
134. Decree No.74/733 of 19 August 1974 laying down rules for the application of Law No.69/LF/18 of 10 November 1969 establishing a plan for old age, disability and death pensions.

135. Decree No.74/759 of 26 August to organise civil pensions.
136. Decree No. 92/220 of 8 May 1992 laying down the procedures for the transfer to the State the management of old age, disability and death pensions of State agents under the Labour Code.
137. Decree No. 92/221 08 May 1992 fixing the retirement age of State employees under the Labour code.
138. Decree No. 93/333 / PM of 16 April 1993 amending certain provisions of Decree No. 92/220 / PM of 8 May 1992 laying down rules relating to the transfer to the State of the management of old age, disability and death pensions of State agents under the Labour Code.
139. Decree No. 93/334 / PM of 16 April 1993 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 92/221 08 May 1992 fixing the retirement age of State employees under the Labour Code.
140. Decree No. 2014/2377 / PM OF 13 August 2014 laying down terms and conditions for voluntarily insured persons to benefit from the old-age, disability and death pension plan.
141. Order No. 002352 / CAB / MFPPRA of 24 May 1993 laying down the procedures of the award and payment of old age, disability and death pension benefits to State agents under the Labour Code.
142. Circular No. D1 / 37 / MFP / SDPNF / SPD -AFR on the retirement age of decisionary and auxiliary State agents.

D. OCCUPATIONAL ACCIDENTS AND DISEASES

143. C106 Weekly Rest (Commerce and offices) Convention, 1957,. (Ratified on 13/05/1988)
144. C123 Minimum Age (Underground Work) Convention, 1965. (Ratified on 06/11/1970)
145. Law No. 68 / LF / 18 of 18 November 1968 to organise the prevention of occupational accidents and diseases.
146. Law No. 77/11 of 13 July 1977 on compensation for Occupational accidents and diseases.
147. Law No. 77/11 of 13 July 1977 on compensation for industrial accidents and occupational diseases.

148. Decree No. 69 / DF / 179 of 14 May 1969 laying down detailed rules for the application of Law No. 68 / LF / 18 of 18 November 1968 organising the prevention of occupational accidents and diseases.
149. Decree No. 76/321 of 02 August 1976 entrusting the management of occupational hazards to the National Social Insurance Fund all over the National Territory.
150. Decree No. 78/283 of 10 July 1978 fixing the contribution base for occupational accidents and occupational diseases.
151. Decree No. 78/480 of 8 November 1978 laying down rules and procedures for medical checks and medical expertise.
152. Decree No 78 / 545 of 28 December 1978 laying down procedures and the calculation base of the daily allowance and annuities.
153. Decree No. 78/546 of 28 December 1978 laying down the notification and investigation procedures relating to occupational accidents and diseases.
154. Decree No. 78/547 of 28 December 1978 laying down terms and conditions for victims of occupational accidents and diseases to benefit from allowances in kind.
155. Decree No. 84/216 of 30 April 1984 laying down the conditions of the redemption of partial disability pension.
156. Decree No. 84/1541 of 1stDecember 1984 and its annex fixing the rate of the occupational permanent partial or total incapacity at work.

E. ORGANISATIONS AND MEANS OF PERFORMANCES

157. C81 Labour Inspection Convention, 1947. (Ratified on 03/09/1962)
158. Decree No. 75/772 of 18 December 1975 on the special status of Civil servants of Labour and Social Security.
159. Decree No. 93/210 of 3 March 1993 on the organisation and functioning of the National Commission of Occupational Health and Safety(NOSH).
160. Decree No. 93/ 084 / PM of 26 January 1993 establishing the organisation and functioning of the National Labour Advisory Board.
161. Decree No. 13 MTLs / DEGRE of 18 June 1968 on the employer's register.
162. Joint Decree No. 21 of 24 August 1968 fixing the amount of living expense and travel allowances paid to assessors of Labour Courts.
163. Decree 050 / MINTSS / CAB of 6 October 2009 laying down terms and conditions for parties to be summoned heard before the Labour Inspectorate.

164. Decree No. 067 / CAB / PM of 14 July 2014 establishing the organization and functioning of the Committee for Consultation and Monitoring of Social Climate.
165. Circular Letter No. 6 / METPS / DT / SRP of 17 April 1989 on the bargaining power of labour Inspectors.
166. Circular Letter No. 13 / METPS / CJ of 23 June 1989 relating to disputes opposing secondment bodies to civil servants after their period of secondment.
167. Circular Letter No. 14 / METPS / CJ of 23 June 1989 on the production and content of the minutes.
168. Circular No. 16 / METPS / DT / SIOP of 8 June 1990 on the investigation files to authorise the dismissal of staff representatives.
169. Circular Letter No. 005 / METPS / IG of 05 September 1996 relating to the division of labour between Regional Delegations and Divisional Delegations of Labour and Social Security.
170. Circular Letter No. 006 / METPS / IG of 05 September 1996 relating to the investigation reports of Labour Inspectors.

F. CROSS-CUTTING TEXTS

171. Law No.90/013 of 10 August 1990 on pest control.
172. Law No.96/12 of August 1996 on environmental management.
173. Decree No.76/372 of 2 September 1976 on establishments classified as dangerous, unhealthy and uncomfortable.
174. Decree No. 2000/692 / PM of 13 September 2000 laying down the procedures for the exercise of the right to health of the civil servant.
175. Decree No. 2011/2581 / PM of 23 August 2011 on the regulation on harmful and /or hazardous chemicals.
176. Decree No. 2011/2582 / PM of 23 August 2011 laying down the procedures for the protection of the atmosphere in Cameroon.
177. Decree No. 2011/2585 / PM of 23 August 2011 establishing the list of harmful or hazardous substances and their discharge plan in inland or continental waters.
178. Decree No. 2011/2583 / PM of 23 August 2011 fixing the regulation of sound and odours nuisances.
179. Decree No. 2011/2584 / PM of 23 August 2011 laying down the rules for the protection of soil and subsoil.